

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota
En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito
Semaine du 8 février 2024

Le chiffre du mois

LE CHIFFRE A RETENIR

8,4 %

Il s'agit de l'inflation en g.a.
pour la Colombie en janvier
2024.

L'inflation en Colombie a atteint 8,4 % g.a. en janvier, enregistrant une baisse pour le dixième mois consécutif. Cela représente une baisse de 4,9 pt% par rapport aux données de janvier 2023, lorsque l'inflation était de 13,3 % g.a. En outre, en décembre 2023, l'inflation s'était établie à 9,3 % g.a. Par secteur, les plus fortes variations en g.a. ont été observées dans les secteurs du transport (+13,2%), des restaurants et hôtels (+11,7%), des boissons alcoolisées et du tabac (+11,5%), et de l'éducation (+11,4%). Les divisions qui ont montré la plus faible variation étaient les aliments et les boissons non alcoolisées (+3 %), et les vêtements et chaussures (+5,1 %). Pour mémoire, l'inflation alimentaire avait atteint 27,8 % en décembre 2022.

Les analystes prévoient que l'inflation continue sa tendance à la baisse en 2024, bien qu'ils identifient des risques significatifs tels que l'impact potentiel du phénomène climatique *El Niño* sur les prix des aliments et de l'énergie. Diego Pereira, économiste en chef pour le Cône Sud et les Andes chez *JP Morgan*, a déclaré : *"On s'attend à ce qu'elle continue de baisser et qu'elle se situe autour de 5,2 % g.a. (en 2024), ce qui suppose un impact du phénomène El Niño sur les prix des aliments. Cependant, cela ne s'est pas encore concrétisé"*. De même, le directeur de la Banque centrale, Leonardo Villar, a souligné lors de la dernière réunion que la hausse du salaire minimum représente un autre risque à la hausse sur l'inflation : la hausse au 1^{er} janvier (+12,1 %) a ainsi dépassé les prévisions. À cela s'ajoutent de fortes incertitudes concernant le panier de produits réglementés et aux ajustements nécessaires des prix du diesel (aujourd'hui fortement subventionnés) pour atténuer les pressions budgétaires.

Bolivie

Les blocages ont entraîné une baisse des exportations, représentant une perte de 4,14 M USD par jour.

La Chambre des exportateurs, de la logistique et de la promotion des investissements de Santa Cruz (Cadex), a alerté sur les blocages sociaux actuels en Bolivie, ralentissant la chaîne logistique du secteur des exportations et entraînant une perte estimée à 4,14 M USD.

Gary Rodriguez, directeur de l'Institut bolivien du commerce extérieur (IBCE), a mis en garde contre le détournement des investissements étrangers du pays en raison de l'image négative laissée par ces conflits. De son côté, la ministre de la présidence, María Nela Prada, a déclaré que les 11 premiers jours de blocages ont entraîné des dommages économiques estimés à 832 M USD. Elle a souligné que l'impact le plus significatif est ressenti par la population en raison de l'inflation résultant du manque d'approvisionnement en biens alimentaires et en carburant.

Fitch Ratings dégrade la note créditrice de la Bolivie de B- à CCC.

L'agence Fitch Ratings a dégradé la note créditrice de la Bolivie de B- à CCC, et a mis en garde contre l'épuisement des Réserves Internationales Nettes (RIN), qui génère le rationnement des USD et conduit à des pénuries de carburant. L'agence de notation anticipe des risques pour la stabilité macroéconomique et la capacité du pays à honorer le service de sa dette. Dans ce contexte, l'agence note que les déficits budgétaires importants, financés en grande partie par des emprunts auprès de la Banque centrale (BCB), et l'absence d'un plan concret pour inverser la situation, devraient continuer à peser sur les réserves. Fitch prévoit que le déficit commercial continuera de se creuser, les exportations de gaz continuant de chuter en raison de la baisse de la production, tandis que les importations de carburant fortement subventionné restent élevées.

La Bolivie va cesser de fournir du gaz naturel au nord de l'Argentine.

Le dernier contrat de vente de gaz naturel entre la Bolivie et l'Argentine est valable jusqu'en décembre 2026. Toutefois, en août 2023, le secrétariat argentin à l'énergie a signalé que la Bolivie envisageait de résilier le

contrat avant l'échéance. Selon le gouvernement argentin, lors des négociations pour de nouveaux avenants au contrat avec l'entreprise publique en charge de la gestion des hydrocarbures boliviens (YPFB), la compagnie pétrolière bolivienne a indiqué qu'elle n'était plus en mesure de respecter l'accord. Parallèlement, il ne reste plus qu'une centaine de kilomètres pour la finalisation du gazoduc argentin permettant l'utilisation des gisements argentin de *Vaca Muerta*, dans la province de Neuquén. Ainsi, en juin 2024, le nord argentin ne sera plus dépendant du gaz en provenance de la Bolivie mettant fin à une intégration énergétique qui remonte officiellement à 1968, avec la signature du 1^{er} contrat d'exportation de gaz naturel entre YPFB et *Gas del Estado* en Argentine.

Colombie

En 2023, le total des exportations s'est élevé à 49,5 Md USD.

Ce chiffre représente une baisse de -12,9 % par rapport à 2022. Les exportations de combustibles et de produits des industries extractives ont atteint 25,9 Md USD *FoB*, en baisse de -18,6%. Pour ce qui est des produits agricoles, des aliments et des boissons, le montant était de 10,1 Md USD *FoB*, en recul de -12,8%. Ainsi, les États-Unis ont été la principale destination des exportations colombiennes, en représentant 26%. Panama, la Chine, l'Inde, les Pays-Bas, l'Équateur et le Brésil suivent dans la liste.

Javier Díaz, président de l'Association Nationale du Commerce Extérieur, *Analdex*, a déclaré que cette tendance à la baisse a débuté en décembre 2022, avec la hausse des inflations partout dans le monde, entraînant la hausse des taux d'intérêt, limitant le pouvoir d'achat des consommateurs des pays clients de la Colombie : *« Il y a une baisse de la demande et nous constatons que les prix du pétrole et du charbon, par exemple, sont bien inférieurs à ce qu'ils étaient en 2022. Ce panorama se retrouve également sur les produits agricoles, car il y a une baisse de la demande. Cela a conduit à une baisse significative de la valeur des exportations l'année dernière ».*

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation en g.a.	Ce jour
Bourse (COLCAP)	-1,02 %	+1,44 %	1 261 pts
Change USD/COP	+ 0,34 %	- 17,26 %	3 946
Change EUR/COP	+ 0,07 %	- 16,21 %	4 253
Prix du baril colombien (USD)	+ 1,67 %	- 3,29 %	82,17

Augmentation de la consommation d'énergie en Colombie en 2023.

En 2023, la demande d'énergie a atteint 79 985 GWh, ce qui représente une augmentation de +4,4% par rapport à la consommation nationale de 2022, qui était de 76 653 GWh. On observe une augmentation progressive tout au long des quatre trimestres de l'année, le T4 étant celui qui a enregistré la plus forte augmentation, avec une croissance de +6,2% g.a. et une consommation totale de 20 448 GWh. Au niveau régional, les plus fortes augmentations de la demande en 2023 ont été observées dans les régions des Caraïbes et du Guaviare (+7,8%). Elles ont été suivies par les régions de l'Orient, du Chocó et de la THC (Tolima, Huila, Caquetá) avec des taux de croissance de +5,9%, +5,1% et +4,3%, resp.

Les analystes expriment leur préoccupation à la suite de l'annonce du Ministère des Finances indiquant une augmentation du déficit budgétaire pour 2024, à 5,3 % du PIB.

Le Ministère des Finances a récemment dévoilé le Plan Financier pour 2024, exposant les projections macroéconomiques qui guideront l'utilisation du budget de l'année en cours. Selon le rapport, le gouvernement a revu à la hausse la projection du déficit budgétaire de la Colombie pour cette année. Il passerait ainsi de 4,2% du PIB en 2023 à 5,3% en 2024, dépassant largement les 4,4% établis dans le budget. Le gouvernement prévoit cette année des dépenses totales équivalentes à 24,4% du PIB, soit plus que les 23% du PIB enregistrés en 2023. Comparé à l'époque de la pandémie, il s'agit d'un niveau de dépenses supérieur à celui de

2020 (23,3% du PIB), 2021 (23,3% du PIB) et 2022 (20,4%), années durant lesquelles le gouvernement a dû faire face à la crise économique causée par la Covid-19.

Moody's a déclaré que la marge de manœuvre de la Colombie était "très réduite" en cas de baisse des recettes fiscales ou de dépenses inattendues plus élevées. Le déficit budgétaire de la Colombie et le ratio dette/PIB augmenteront respectivement à 5,3% et 57% du PIB, montrant une détérioration notable par rapport à l'année précédente. Moody's a cependant souligné que la Colombie bénéficie d'un solide historique de politiques macroéconomiques prévisibles, d'une résilience économique robuste et de solides contrôles et équilibres institutionnels soutenant une formulation prudente des politiques macroéconomiques. Ainsi ils déclarent :

« notre méthodologie nous indique que le profil de crédit de la Colombie est aligné sur celui qui pourrait obtenir une note de Baa1 à Baa3 », dans le spectre de l'investissement. **Pour mémoire, Moody's classe la Colombie en Baa2, soit un niveau *investment grade*, mais à deux crans du niveau *non-investment grade*. Fitch Ratings et S&P Global Ratings classent la dette extérieure du pays en catégorie spéculative.**

L'Anif avertit d'une baisse de 2,5% des revenus salariaux des jeunes au cours de la dernière décennie.

L'Anif (un centre de recherche) a alerté sur la détérioration du revenu des jeunes de 21 à 25 ans – de 2,5% en termes réels – en une décennie, et a recommandé de combler les écarts éducatifs pour inverser cette tendance. L'institution a affirmé que le revenu moyen des Colombiens a augmenté de 5,5% au cours de la dernière décennie, entre 2012 et 2022, presque tous les groupes d'âge ayant bénéficié de cette prospérité, à l'exception des personnes âgées de 51 à 55 ans (-3,3%) et chez les jeunes de 21 à 25 ans pour qui il a reculé de 2,5%. Le centre de recherche a recommandé de réduire les écarts éducatifs afin d'améliorer les perspectives de revenu des jeunes, en mettant l'accent sur l'amélioration de la qualité de l'éducation, notamment en réduisant les disparités entre les écoles publiques et privées et en renforçant la formation professionnelle dans des secteurs tels que la technologie et les TIC.

Parallèlement, le gouvernement a dévoilé une nouvelle politique de gratuité visant à faciliter l'accès à l'enseignement supérieur. Le Ministère de l'Éducation a présenté la nouvelle politique de gratuité "*Puedo Estudiar*", visant à étendre la couverture pour 2024. La ministre de l'Éducation, Aurora Vergara, a déclaré : **« Avec cette initiative du gouvernement, nous assouplissons les critères d'accès à 67 institutions d'enseignement supérieur publiques sur tout le territoire ».**

La confiance des consommateurs a baissé en janvier.

En janvier, l'Indicateur de Confiance Davivienda, concernant la situation économique du pays, a enregistré une nette diminution mensuelle, s'établissant à -19.0%, soit un chiffre inférieur au -15.0% de décembre. En outre, selon les données consolidées en janvier, le pourcentage de personnes estimant qu'il est opportun d'acquiescer une obligation financière a légèrement diminué par rapport au mois précédent (14.9% ont répondu favorablement à cette question, un pourcentage très similaire aux lectures des trois mois précédents).

Equateur

L'Equateur paie 273 M USD au titre des intérêts d'obligations souveraines restructurées en 2020.

Malgré une situation financière tendue, le Ministère des Finances a confirmé le paiement de 273 M USD au titre des intérêts d'obligations souveraines restructurées en 2020 (échéances à 2030, 2035 et 2040) dus au 31 janvier 2024. Un deuxième ticket du même montant est prévu au 31 juillet de cette année. L'Equateur devra commencer à payer les échéances de principal au titre de ces obligations à partir de 2026, d'un montant total de 16 Md USD à échéance 2040. Le gouvernement estime que le déficit budgétaire pour l'année 2024 sera de l'ordre de 8 Md USD.

Restrictions à l'entrée de bananes et de fleurs équatoriennes sur le marché russe.

La Russie se positionne ces dernières années comme le 6^{ème} client de l'Equateur et la 3^{ème} destination des bananes équatoriennes. Malgré l'invasion russe en Ukraine, les

exportations équatoriennes vers la Russie sont relativement stables avec un total de 850 M USD en 2023, essentiellement dans le secteur agroalimentaires (bananes avec 21% du total des exportations équatoriennes de cette production, soit 690 M USD ; produits à base de poisson pour 114 M USD et fleurs pour 18 M USD). Cependant, les certificats de cinq entreprises équatoriennes (sur 20 au total) exportatrices de banane ont été suspendus par les services phytosanitaires russes à partir du 5 février, en raison de la détection de la mouche *Megaselia scalaris* dans les cargaisons. La même agence a mis en garde les producteurs et exportateurs d'œilletts équatoriens sur une imminente interdiction d'entrée sur le marché russe à partir de 9 février prochain, en raison de la détection de nombreuses irrégularités sur les cargaisons en provenance de l'Équateur.

Guyana

Le budget historique de 5,5 Md USD (1 146 Md GYD) a été adopté par l'Assemblée nationale du Guyana.

Le budget 2024, intitulé « Maintenir le cap : Construire la prospérité pour tous », est le plus important paquet financier de l'histoire du Guyana et est supérieur de 46,6% à celui de l'année dernière. Le financement du budget sera partiellement assuré par les revenus générés par le Fonds d'Investissement REDD+ du Guyana (GRIF), la vente de crédits carbone et par les transferts du Fonds des Ressources Naturelles (FRN) du Guyana. La plus grande allocation budgétaire (1,1 Md USD) a été attribuée au ministère des travaux publics, suivi du ministère de l'Éducation (0,65 Md USD) et de la Santé publique (0,62 Md USD).

ExxonMobil prévoit de forer sept nouveaux puits cette année.

Le géant pétrolier étatsunien ExxonMobil a annoncé son intention de forer au moins sept nouveaux puits dans le bloc *Stabroek* en 2024, dont deux à l'intérieur des limites ouest du champ pétrolifère. Les deux puits sont le *Trumpetfish* et le *Redmouth*. Cinq de ces puits visent à évaluer la quantité et l'utilisabilité des réserves de gaz naturel du bloc *Stabroek*. Le président d'ExxonMobil Guyana, Alistair Routledge, a déclaré que si les puits conduisent à des ressources commercialement viables, la

compagnie pétrolière pourrait forer des puits supplémentaires dans la région.

Suriname

Une délégation du FMI s'est rendue au Suriname cette semaine pour évaluer la progression du programme EFF.

L'équipe FMI s'est montrée satisfaite des avancées réalisées au Suriname. Sous la direction d'Anastasia Guscina, le FMI mène la 5^{ème} évaluation du programme EFF dans le pays. Guscina a exprimé sa satisfaction quant aux résultats obtenus jusqu'à présent : *« Nous sommes très satisfaits des avancées observées. Le programme est bien engagé, le gouvernement met en place des réformes majeures, et nous constatons déjà les effets de ces efforts pour restaurer la stabilité macroéconomique. »* La délégation du FMI recommande cependant la réduction progressive des subventions sur l'électricité et l'eau, de même que la mise en place de programmes visant à atténuer les répercussions du programme sur les couches sociales les plus vulnérables.

Pérou

Les anticipations d'inflation atteignent leur niveau le plus bas depuis 30 mois.

Dans le cadre de l'enquête sur les prévisions macroéconomiques, réalisée par la Banque centrale (BCRP), les analystes du système économique et financier ont réduit leurs anticipations d'inflation à des niveaux qui n'étaient plus atteints depuis juin 2021. Les anticipations d'inflation pour les 12 prochains mois sont tombées de 2,8% en décembre dernier à 2,6% en janvier 2024, leur niveau le plus bas en 30 mois. Les analystes économiques estiment que l'inflation baissera à 2,6% en 2024 et à 2,5% en 2025, tandis que les acteurs du système financier prévoient qu'elle diminuera de 2,7% cette année à 2,5% l'année prochaine. Pour mémoire, janvier a marqué le 32^{ème} mois d'inflation hors de la fourchette cible (2% ± 1pt), niveau toutefois tout proche, à 3,02% g.a.

22 projets d'énergie renouvelable pourraient être mis en œuvre d'ici 2025.

Selon l'Association péruvienne des énergies renouvelables (SPR), il existe un portefeuille de 22 projets sur les ressources énergétiques renouvelables (RER) dont l'investissement cumulé dépasse les 4 Md USD. L'initiative la plus importante du portefeuille, en termes de capacité en mégawatts (MW), est la Centrale Solaire Photovoltaïque (CSF) de Moquegua, qui aura une capacité de 675 MW pour un investissement estimé à 473 M USD. En ce qui concerne les projets éoliens, celui qui a la plus grande capacité est la centrale éolienne de Huáscar, d'une puissance de 300 MW et un investissement total de 360 M USD. Selon César Butrón, président de l'organisme responsable de la gestion du système électrique national (COES), ces projets doivent être accélérés car le secteur risque d'être contraint de générer de l'électricité au diesel pour compenser les pénuries d'électricité, scénario qui s'est déjà produit en 2023 en raison d'une sécheresse prolongée. Pour mémoire, le gouvernement vise à augmenter la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique national, passant de 6,5% aujourd'hui à 20% à horizon 2030.

Venezuela

L'inflation baisse en rythme annuel, à 121%, mais augmente en rythme mensuel, à 4,2%.

L'inflation du Venezuela a de nouveau augmenté en janvier, atteignant 4,2% contre 3,9% enregistré en décembre, tandis que l'inflation en g.a. s'est établie à 121% au cours du premier mois de l'année. Selon les données divulguées par l'Observatoire Vénézuélien des Finances (OVF), organisme indépendant de données économiques, ces chiffres reflètent la persistance de l'inflation au Venezuela et les difficultés à la réduire de manière soutenue. Cependant, il convient de noter que l'inflation au Venezuela a connu une chute significative au cours de la dernière année et est même tombée au 2^e rang en Amérique Latine, derrière l'Argentine, où l'inflation dépasse les 200% g.a.

La BID estime que les exportations vénézuéliennes ont chuté de -11% en 2023.

Selon un rapport de la BID, les exportations vénézuéliennes ont enregistré une baisse de -11% en 2023, qui est attribuée à la baisse des prix du pétrole. Le rapport déclare :

«L'augmentation des volumes de pétrole expédiés n'a pas suffi à compenser la baisse des prix. Bien que les envois vers les États-Unis aient fortement augmenté, cette hausse n'a pas compensé la réduction des exportations vers tous les autres marchés, en particulier vers le reste de l'Amérique latine et des Caraïbes ». En outre, le document indique que les ventes du Venezuela vers les États-Unis ont augmenté de 424% en 2023 en valeur, tandis que celles correspondant à l'Asie (à l'exclusion de la Chine) ont chuté de -45% et celles à destination de la Chine de -27,5%.

Les réserves d'or du Venezuela sont restées stables au S2 2023 par rapport au S1 2023.

Ainsi, les réserves se sont élevées à 60,9 tonnes à la clôture du S2 2023. La Banque centrale (BCV) a rapporté que dans ses coffres, l'or monétaire est évalué à 3,84 Md USD, en prenant comme référence un prix moyen de l'once troy de 1960 USD. **Pour mémoire, le gouvernement de Maduro a intensément utilisé cet actif de réserve depuis 2014: les réserves d'or accumulent une baisse de -320,2 tonnes, ce qui signifie la liquidation de 84 % des réserves d'or comptabilisées en 2013 (prise de pouvoir de Maduro). La tendance à la baisse s'est arrêtée au S2 2023.**

Menace de reprise des sanctions : prévisions économiques en baisse pour le Venezuela.

La menace des États-Unis de rétablir les sanctions pétrolières contre le Venezuela, en réaction à l'invalidation de la candidate María Corina Machado pour les élections présidentielles de cette année a eu pour conséquence la baisse des prévisions économiques du pays pour 2024, malgré un scénario de croissance. Selon *Ecoanalítica*, qui prévoyait une croissance de 9,7% sans sanctions, cette dernière pourrait se limiter à 4,4% si la menace se concrétise. L'économiste Luis Oliveros prévoit 2% vs. 10% prévus initialement. En termes de production de pétrole, tant Oliveros que le gouvernement, prévoient que la production dépassera le million de barils par jour cette année. Toutefois, Oliveros précise que cela ne sera possible que si

la flexibilité des sanctions est maintenue. Pour mémoire, en 2023, le Venezuela a produit en moyenne 783 000 b/j (+9,3% vs. 2022), avec des réserves prouvées de 300,878 milliards de barils, soit les plus grandes au monde.

Oil India entame des discussions avec des opérateurs pour augmenter la production de pétrole au Venezuela.

Selon une source proche du dossier citée par Reuters, Oil India est en pourparlers avec des opérateurs pour augmenter la production de pétrole au Venezuela. Un rapport de *S&P Global* indiquait en janvier que les raffineries publiques indiennes prévoyaient d'acquérir de gros volumes de pétrole vénézuélien dans les mois à venir. Cela fait suite à l'achat de plusieurs cargaisons de pétrole par les raffineries privées du pays depuis l'assouplissement des sanctions en octobre 2023. Selon les analystes de *S&P Global*, l'intérêt croissant des entreprises indiennes pour le pétrole vénézuélien prépare le terrain pour une concurrence accrue avec la Chine, où les raffineries indépendantes ont traditionnellement été les acheteurs les plus actifs de ce pétrole sud-américain.

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants* (Md USD)	Croissance du PIB (en % du PIB)		Compte courant (en % du PIB)	Dette publique brute (en % du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2023 e	2023 e	2022	2023 p.	2023 p.	2023 p.	2021	Variation par rapport à 2020	Variation en fin de période, 2023 p.
Bolivie	12,13	46,8	3,5	1,8	-2,7	80,8	118	+1	3,6
Colombie	52,16	363,8	7,3	1,4	-4,9	55,0	88	0	8,8
Equateur	18,26	118,69	2,9	1,4	1,5	55,5	95	+4	2,4
Guyana	0,794	16,33	62,3	38,4	18	29,9	108	+1	3,8
Pérou	34,509	264,64	2,7	1,1	-1,9	33,9	84	+1	4,2
Suriname	0,624	3,54	1,0	2,1	1,5	107	99	-7	40
Venezuela	26,54	92,21	8,0	4,0	2,2	n.a.	120	-2	250,0
Argentine	46,8	621,83	5	-2,5	-0,6	89,5	47	0	135,7
Brésil	204,2	2 126,2	2,9	3,1	-1,9	88,1	87	-1	4,9
Chili	20,0	344,4	2,4	-0,5	-3,5	38,4	42	+1	4,5
Mexique	131,2	1 811,47	3,9	3,2	-1,5	52,7	86	+2	4,5

LE CHIFFRE A RETENIR

8,4 %

Il s'agit du taux d'inflation en g.a. pour la Colombie en janvier 2024.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

jacques.robin@dgtresor.gouv.fr, pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Jade PLANCKE, Andrés BRAGANZA, John Anderson COLORADO, Ursula ELEIZALDE, Diego MAGUINA

Abonnez-vous : jacques.robin@dgtresor.gouv.fr